

2^E CONVOCATION DU CTL : NOUS N'IRONS PAS « CONCLURE » !

Melun, 13 octobre 2022

Depuis le début des annonces de la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité, nous n'avons eu de cesse de dénoncer : Casse inouïe de notre réseau de proximité, dégradation majeure du service aux usagers et collectivités, suppressions massives d'emplois, conditions et sens même du travail en déliquescence.

Depuis le début de cette opération dite NRP, nous avons interpellé les élus locaux, déclenché et porté les mobilisations locales (occupation du site de Nemours, pétitions usagers/agents, vote des agents...) et tenté de faire reculer tout ce qui pouvait l'être, même partiellement, sur les projets initiaux.

C'est dans ce sens que nous avons siégé dans les instances, pour inlassablement défendre bec et ongles nos analyses, le ressenti et le vécu des personnels.

Aujourd'hui, nous arrivons à la fin du processus et la Direction convoque les organisations syndicales pour « conclure ». Ce sera sans nous ce jeudi 13 octobre 2022. Les précédents CTL dits « conclusifs » du NRP nous ont montré que plus rien n'était à attendre !

La triste histoire se répète :

Ce jeudi 13 octobre a lieu la 2^e convocation du CTL avec à l'ordre du jour :

- la fermeture des trésoreries de proximité de Montereau, de Nemours et du Bassée-Montois
- la fermeture des SIE de Lagny et Noisiel
- le transfert des missions hospitalières de la trésorerie de Fontainebleau et des SCG de Melun et Provins pour la création de la trésorerie « hôpitaux du Sud Seine-et-Marne » implantée à Melun.

Il s'agit là de la poursuite de l'appauvrissement du réseau de proximité de pleine compétence.

Depuis le début des opérations NRP en 2019, le discours de l'administration vantant les mérites et la nécessité de la mise en place de celui-ci est parfaitement rodé : « la mise en place du NRP et des grosses structures facilite l'organisation des services pour la prise de congés, la gestion de l'accueil, du télétravail... mais aussi améliore l'offre auprès des usagers avec la mise en place des Maisons France Service et du paiement de proximité ».

Cela fait 3 années de suite, que le même type de documents, les mêmes méthodes nous sont présentés en CTL, ce sont simplement les noms des services qui changent, mais au-delà, rien ne change.

La DGFIP et donc la DDFiP 77 poursuit son parcours sans prise en compte de nos observations pendant que les conditions de travail des agents se dégradent.

Ainsi Solidaires Finances Publiques 77 ne siègera pas quand tout est acté et non négociable. Les élus de Solidaires Finances Publiques 77 ont lu un communiqué et ont quitté la séance.

Un bilan... mais quel bilan !

Lors de notre rencontre avec Mme Roux-Trescases, nouvelle DDFiP, le 13 juin 2022, Solidaires Finances Publiques 77 a renouvelé sa demande de bilan sur le NRP.

Celui-ci figurait également à l'ordre du jour, il aurait été préférable de le nommer : Le « Best-of » de la destruction du service public de pleine compétence à la DDFiP 77 !

En effet, mises à part quelques données sur les MFS, ce bilan est la compilation de tout ce qui a été détruit à la DDFiP 77 depuis 3 ans.

Nous souhaitons un bilan au plus près du terrain avec un retour des principaux acteurs qui ont déjà subi le NRP, à savoir, agents, chefs de service, usagers.

A quel niveau se situe le moral des agents ? Quelles sont leurs conditions de travail ? Quels sont les difficultés ou les aménagements à effectuer sur les applicatifs ? Comment se passent les relations professionnelles ?

Comment se passe l'organisation du travail avec la coexistence du travail en présentiel, en télétravail et la mise en place du NRP ?

Malheureusement rien n'apparaît dans ce bilan sur la détérioration des conditions de travail, l'organisation ou la désorganisation des services, rien sur les usagers.

Où se trouve la considération des agents ?

Pour la Direction ce sont 245 agents sur 1350 qui ont été impactés par un transfert de missions impliquant un changement de résidence. Mais pour Solidaires Finances Publiques ce sont bien toutes les agentes et tous des agents de la DDFiP 77 qui sont concernés. Que ce soient des agents de services absorbants ou absorbés, des services RH, de la logistique. Toutes et tous subissent directement ou indirectement les effets néfastes du NRP.

Les exemples de détérioration des conditions de travail sur les nouvelles structures issues du NRP ne manquent malheureusement pas. À l'image du SIP de Melun, plus gros SIP de la Direction (voir notre communication du 23/09/2022) ou plus récemment le SIP de Lagny pour ne citer que ces services.

Et quelle reconnaissance pour les agents ?

Nous le savons le 1^{er} janvier 2023 ne marquera pas la fin du NRP : Des transferts d'emplois supra-départementaux sont encore envisagés jusqu'en 2027, 3000 nouvelles suppressions d'emplois à la DGFIP sont prévues d'ici la fin du quinquennat...

Et pour les agentes et agents : tout juste une obole avec une revalorisation de notre rémunération de + 3,5 % en 2022 quand l'inflation sera d'au moins 6 %. Pour 2023, le point sera gelé...

Quant au régime indemnitaire, les négociations qui devaient s'ouvrir le 7 juillet avec la Direction Générale ont tourné court, la DG ne proposant que compétition entre agents, individualisation de notre rémunération ou encore « le bâton » afin de rajouter du stress aux conditions de travail délabrées par les réformes successives, Solidaires Finances Publiques ne pouvait l'accepter. Nous réaffirmons notre opposition à tout dispositif de rémunération au mérite.

Solidaires Finances Publiques exige une revalorisation substantielle et immédiate du point d'indice comme du régime indemnitaire relevant de la DGFIP (ACF et prime de rendement).

Et maintenant ?

Nous dénonçons une nouvelle fois le choix dogmatique fait par le Gouvernement d'avoir lancé cette opération massive de destruction des services et d'affaiblissement majeur du service public pour les usagers et les collectivités. Ainsi, nous n'irons donc pas « conclure » quand tout est acté et non négociable.

Solidaires Finances Publiques 77 continuera le travail revendicatif face à « la suite » des projets pour les métiers, les services et les missions. Nous n'oublions pas que dans le futur contrat de la DGFIP, des projets sont déjà en cours et de nouveaux dangers sont devant nous : mise en place des flex-office, utilisation de l'intelligence artificielle, industrialisation des missions et des services...

Solidaires Finances Publiques 77 continuera à vous informer comme nous le faisons régulièrement et nous poursuivrons inlassablement de porter la parole des agents auprès de la Direction.

Et Solidaires Finances Publiques veillera, luttera dans l'intérêt du service public et dans l'intérêt des agents.

Ne rien lâcher, tel est le leitmotiv de Solidaires Finances Publiques.



VOTONS TA VOIX, NOTRE FORCE!
SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES & SOLIDAIRES FINANCES